

Enquête électorale : une victoire de la gauche aux législatives dans une France de droite.

Luc Rouban, directeur de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)

Si le résultat du second tour peut être interprété comme le refus de voir arriver le RN à Matignon, il illustre aussi une montée des idées répressives en matière de sécurité et libérales en matière économique, analyse Luc Rouban, directeur de recherche CNRS au Cevipof.

Les élections législatives ont débouché sur un face-à-face entre le Nouveau Front populaire (NFP) et le président de la République dans l'attente d'une nomination d'un premier ministre qui incarnerait la victoire relative de la gauche au second tour. Cette situation, qui semble occulter toutes les autres forces politiques depuis ce scrutin, est née du succès inattendu du front républicain. Mais aussi de la faible professionnalisation du Rassemblement national (RN), dont les candidats n'ont pas su ou pu s'imposer dans un débat politique où leurs valeurs et leurs capacités semblaient en décalage avec ce que recherchaient les Français.

Le résultat du second tour des législatives peut être interprété à juste titre comme le refus de voir arriver Jordan Bardella à Matignon. Le RN n'a pas su totalement se dédramatiser, du fait des saillies bien malheureuses de certains candidats et, surtout, n'a pas réussi à convaincre de sa capacité à gouverner à un moment où les menaces internationales ou climatiques imposent de prendre des décisions éclairées.

Cela étant, il serait erroné d'en déduire une emprise de la gauche sur les valeurs et le choix électoral des Français. A ce titre, les effets mécaniques des désistements au profit du candidat le mieux placé au second tour contre le candidat RN peuvent être trompeurs. Les résultats de l'enquête électorale d'Ipsos pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès, le Centre de recherches politiques de Sciences Po et l'Institut Montaigne, réalisée du 26 juillet au 1er août, dévoile des résultats très significatifs.

Les enseignants, seul bastion de gauche

Si l'on regarde les résultats non plus en termes de sièges mais de voix, le RN arrive en tête dans toutes les professions et la droite domine la gauche. Par exemple, les salariés du privé ont voté au second tour à 23 % pour des candidats du NFP, à 23 % pour ceux du camp présidentiel mais à 54 % pour l'ensemble des droites (si l'on estime que le macronisme n'est pas à droite), dont 42 % pour les candidats RN et de droite souverainiste. L'emprise électorale du RN sur les ouvriers ne s'est pas relâchée puisque ses candidats obtiennent 59 % des voix des ouvriers qualifiés de l'industrie, ceux des Républicains (LR) et divers droite (DVD) 6 %, ceux du camp présidentiel 13 %, alors que ceux de gauche en obtiennent 22 %.

A cette dimension quantitative, il faut ajouter l'extension qualitative de l'électorat RN qui continue de s'élargir et d'intégrer les catégories sociales moyennes et supérieures. Ses

candidats obtiennent des scores importants dans les professions libérales (28 %), chez les cadres du privé (32 %) qui sont d'ailleurs rejoints par l'ensemble des cadres des trois fonctions publiques (31 % en moyenne). Au sein des fonctions publiques, seuls les enseignants constituent encore un bastion de gauche : 34 % ont voté pour la gauche (dont 32 % pour le NFP), 32 % pour Ensemble (la coalition pour le camp présidentiel), 12 % pour les DVD et LR et 20 % pour le RN. Mais, en moyenne, dans la fonction publique de l'Etat, les gauches totalisent 26 %, Ensemble 27 %, LR et les DVD 11 % et le RN 36 %, ce qui constitue un record historique.

Près des trois quarts des fonctionnaires de l'Etat ont donc voté pour des candidats n'étant pas de gauche, tout comme les fonctionnaires territoriaux et 80 % des agents de l'hospitalière. Le soutien politique de l'appareil bureaucratique à un éventuel gouvernement de gauche paraît donc bien faible.

L'analyse des valeurs confirme cette droitisation. L'analyse de leur évolution sur le long terme montre une tolérance accrue en matière sociétale, bien que l'immigration soit toujours autant rejetée. Par exemple, le fait de considérer « que l'on ne se sent plus chez soi comme avant » réunissait 61 % des enquêtés interrogés par le Cevipof au lendemain de l'élection présidentielle de 2012, tout comme 61 % des enquêtés de 2024. Mais les représentations se sont faites plus répressives en matière de sécurité et plus libérales en matière économique.

Les idées libérales ont beaucoup progressé

Entre ces deux dates, on voit que l'idée de rétablir la peine de mort passe de 38 % à 47 % alors que celle de faire confiance aux entreprises pour faire face aux difficultés économiques passe de 41 % à 50 %. Si le racisme n'a pas augmenté, ce qui conduit à écarter l'idée d'un vote RN dont il serait la cause principale, les idées libérales ont beaucoup progressé, notamment chez les jeunes dont un sur deux, selon nos travaux, aimerait créer son entreprise durant sa vie professionnelle. Si la notion de « profit » était connotée positivement par 41 % des enquêtés de 2012, elle l'est par 52 % d'entre eux en 2024 et par 57 % des 18-24 ans.

Bien plus, lorsqu'on rapporte ces valeurs moyennes au choix électoral du second tour, on voit que la notion de profit a gagné du terrain y compris à gauche. Si cette notion est valorisée par 57 % des électeurs d'Ensemble, par 56 % des électeurs RN et 50 % des électeurs LR ou divers droite, elle l'est encore par 40 % des électeurs du NFP. A titre de comparaison, cette proportion était de 32 % chez les électeurs du Parti socialiste aux législatives de 2012, de 19 % chez les électeurs communistes contre 58 % chez les électeurs de l'UMP et 42 % chez les électeurs du Front national (FN, devenu RN). De la même façon, l'idée de faire confiance aux entreprises est désormais partagée par 35 % des électeurs du NFP, 54 % des électeurs d'Ensemble et de LR, mais encore par 60 % des électeurs RN. En 2012, elle ne réunissait que 24 % des électeurs socialistes, 9 % des électeurs communistes, contre 70 % des électeurs UMP et 45 % des électeurs du FN.

Ces résultats montrent que si la demande de services publics efficaces et accessibles sur tout le territoire a augmenté, celle d'une autonomie économique plus grande, telle qu'elle a été violemment signalée par le mouvement des « gilets jaunes », s'affirme de plus en plus. Sur ce terrain, on ne peut guère imputer la droitisation aux médias ou aux heures passées devant CNews. La victoire revendiquée par le NFP n'a donc pas été obtenue dans les conditions qui étaient celle de la gauche en 1981. La société française a évolué, exigeant à la fois plus de protection et plus d'autonomie, ce qui permet de comprendre le rejet presque unanime de la

réforme des retraites, mais ce qui conduit aussi à mesurer le décalage toujours important entre l'attente politique des Français et les formules servies par les partis politiques.